



SYRIE : La politique du (dés)armement

L'art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2014

ilmanifesto.it

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Un chargement d'armes chimiques syriennes va être transbordé demain à Gioia Tauro^[1] (Calabre), du navire danois Ark Futura au navire étasunien Cape Ray. C'est le dernier envoi, par lequel la Syrie a terminé le désarmement chimique, sous le contrôle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Damas a ainsi tenu son engagement pris dans le cadre de l'accord établi avec la médiation de Moscou, qui en échange avait obtenu de Washington la promesse de ne pas attaquer la Syrie. Le transfert et la destruction successive des armes chimiques syriennes -déclare la ministre des Affaires étrangères Mogherini- « pourrait ouvrir d'ultérieurs scénarios de désarmement et de non prolifération dans la région ». Elle tait par contre le fait que, alors que la Syrie a renoncé aux armes chimiques, Israël a construit un arsenal chimique sophistiqué, qui reste secret puisqu'Israël a signé mais non ratifié la Convention sur les armes chimiques. Comme il l'a fait avec son arsenal nucléaire, qui reste secret puisqu'Israël n'a pas signé le Traité de non-prolifération.

Mogherini tait surtout la façon dont les Etats-Unis contribuent au « désarmement » dans la région : au moment précisément où Damas termine le désarmement chimique, en montrant sa propension à la négociation, le président Obama demande au Congrès 500 millions de dollars pour armer et entraîner des « membres contrôlés de l'opposition syrienne ». Comme ceux en majorité non Syriens - recrutés en Libye, Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie et autres pays, que la Cia a pendant des années armés et entraînés en Turquie et Jordanie pour les infiltrer en Syrie. Parmi eux, de nombreux militants de l'Etat islamique de l'Irak et du Levant (Isis, ou EILL) entraînés par des instructeurs dans une base secrète en Jordanie. Bien que Damas ait réalisé le désarmement chimique, et qu'émergent d'autres preuves que ce sont les « rebelles » qui ont utilisé des armes chimiques en Syrie, Washington continue à les armer et à les entraîner pour renverser le gouvernement syrien. Emblématique est la déclaration du Sommet G7 à Bruxelles, reflet de la politique de Washington.

Sans dire un mot sur le désarmement chimique syrien, le G7 « condamne la brutalité du régime d'Assad, qui mène un conflit qui a tué plus de 160mille personnes et en a laissé 9,3 millions dans une nécessité d'assistance humanitaire ». Et, qualifiant de fausses les élections présidentielles du 3 juin, sentencie qu' « il n'y a pas d'avenir pour Assad en Syrie ». Il fait en même temps l'éloge de « l'engagement de la Coalition nationale et de l'Armée syrienne libre à soutenir le droit international », tandis qu'il « déplore » le fait que la Russie et la Chine ont bloqué au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution qui demandait de déférer les gouvernants syriens à la Cour pénale internationale de La Haye.

Les objectifs de Washington sont donc clairs : abattre le gouvernement de Damas, soutenu notamment par Moscou, et, en même temps (y compris par l'intermédiaire de l'offensive de

l'EIL, fonctionnelle à la stratégie étasunienne), déposer le gouvernement de Bagdad, qui avait pris ses distances des USA et s'était rapproché de la Chine et de la Russie. Ou, en alternative, « balkaniser » l'Irak en favorisant sa division en trois morceaux. Dans ce but Washington envoie en Irak, en plus de drones armés qui opèrent depuis le Koweït, 300 conseillers militaires avec la mission de constituer deux « centres d'opérations conjointes », un à Bagdad et l'autre au Kurdistan. Pour conduire ces opérations et d'autres, définies officiellement de « contre-terrorisme », la Maison Blanche demande au Congrès des fonds additionnels : 4 milliards de dollars pour le Pentagone (surtout pour ses forces spéciales), un milliard pour le Département d'Etat, 500 millions pour des « situations imprévisibles ». En réalité facilement prévisibles.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 1^{er} juillet 2014 de *il manifesto*

<http://ilmanifesto.info/la-politica-del-disarmo/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[1] Le port calabrais de Gioia Tauro (province de Reggio Calabria) est le plus grand port méditerranéen de transfert de chargement (*transshipment*). NdT.

La source originale de cet article est ilmanifesto.it
Copyright © [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.it), ilmanifesto.it, 2014

Articles Par : [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.it)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien *il manifesto*. Parmi ses derniers livres: *Geocommunity* (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; *Geolaboratorio*, Ed. Zanichelli 2014; *Se dici guerra...*, Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca